

(Traduction)

Honorables sénateurs, de nouveau au cours de cette même année 1940 nous sommes réunis pour étudier des projets de lois qui intéressent notre pays, le Canada, et plus particulièrement pour décider ce que nous pouvons faire afin de conserver notre indépendance et notre liberté.

C'est la première fois que je prends la parole en cette enceinte, et je dirai immédiatement que j'apprécie hautement l'honneur qu'on m'a fait en me demandant de proposer cette adresse. Cependant, je ne sous-estime pas les difficultés de cette tâche, et je l'aurais peut-être refusée si je n'avais pas cru pouvoir compter sur la bienveillance des hommes de grande expérience qui me font maintenant la faveur d'écouter mes humbles et modestes observations. Ainsi quelle que soit la teneur des remarques que je soumettrai à votre jugement, afin d'éviter tout malentendu, je dirai dès le début que je me réjouis des sentiments qui prévalent présentement dans ma province natale de Québec. Certes, vous avez tous constaté la grande différence qu'il y a entre les sentiments et l'attitude des Canadiens d'origine française d'aujourd'hui et de ceux de 1917. Une meilleure compréhension de la situation et le désir d'étudier les problèmes canadiens comme tels font que mes compatriotes de la province de Québec acceptent avec la plus grande modération et le plus grand calme ce qu'on leur demande comme une nécessité.

Nous reconnaissons sur les rives du Saint-Laurent, comme on le fait dans les provinces des Prairies, que le Canada se bat présentement pour son existence en tant que nation. Nous savons également quel serait le sort du Québec demain si—et Dieu ne le permettra pas,—l'Angleterre était vaincue.

Très souvent, dans le passé, on a représenté ceux qui venaient de ma province comme des idéalistes incapables d'atteindre le succès qui était l'apanage des autres races dans le domaine économique. On peut attribuer la chose au fait que notre système d'enseignement devait être adapté à la forme et à la qualité de la mentalité que nous avions à développer. Nous voulions rester fidèles à nos origines et ainsi notre peuple, et ainsi nos maisons d'enseignement ont dirigé leurs élèves beaucoup plus vers les professions libérales que vers la finance, l'industrie et le commerce. Mais nous nous rendons compte aujourd'hui qu'il faut modifier notre enseignement de manière que notre jeunesse soit mieux outillée pour prendre sa place dans le domaine financier, industriel et commercial du Dominion.

Cependant, cet idéal que l'on a cultivé en nous domine les jeunes gens de ma race et les

L'hon. M. DAVID.

porte à déployer un drapeau sous les plis duquel nous nous sommes trouvés parfois mal à l'aise mais qui n'en a pas moins été le défenseur et le protecteur des traditions que nous chérissons encore et que nous continuerons de chérir. De plus, cet idéal qui a été une source de force pour notre province, bien qu'il soit toujours présent dans nos esprits, nous porte aujourd'hui à nous rendre compte que l'unité parfaite de la nation est plus que jamais essentielle. Vous admettez, honorables sénateurs, qu'en tout temps nous avons proclamé notre profond attachement non seulement à la province de Québec mais aussi au Canada. Il se peut que, influencés par les paroles et les discours de petits groupes des nôtres, vous ayez parfois pensé que notre loyauté ne s'accordait pas avec les déclarations ouvertes de nos hommes publics. Cependant, lorsque vint le jour, et il se présenta il y a environ six mois,—pas davantage,—de prouver que le Québec a toujours été et sera toujours prêt à faire tout son devoir à l'égard du Canada, il a répondu à l'appel à la satisfaction de tous ceux qui placent le patriotisme canadien au-dessus de tout autre.

Si, dans le passé, le Québec, fort du prestige et de l'influence de la France, a assumé des attitudes qui ont déplu à quelques-uns, leur faisant croire que même, d'un point de vue politique, nous étions bien plus portés vers elle que vers l'Angleterre, ce fut une regrettable erreur. Mais ne revenons pas sur le passé. Le Québec n'a pas d'illusions aujourd'hui; il sait dans quelle situation il se trouve, et si jamais une époque dans notre vie nationale l'a obligé de faire appel à la raison et à la modération, c'est bien celle que nous vivons.

Maintenant, qui ne reconnaîtra pas que ce qui s'est passé depuis un an en Europe a singulièrement modifié notre manière d'envisager la sécurité des Etats-Unis ou du Canada. Jusqu'à présent, nombreux sont ceux qui croyaient qu'un océan entre l'agresseur et nos deux pays était en lui-même une telle défense que notre commun territoire était à l'abri de toute attaque. Mais qui, aujourd'hui, après avoir lu les comptes rendus des rapides envahissements de la Pologne, de la Finlande, de la Norvège, du Danemark, de la Belgique, du Luxembourg, de la Hollande et de la France, pourrait exprimer cette opinion? Qui doute que, dominant l'Europe à l'heure actuelle, le chef allemand ait l'ambition d'essayer de soumettre un jour à son pouvoir le Canada et même les Etats-Unis? Je pourrais, à ce sujet, citer un article de Walter Lippman, intitulé: "Wake Up, America!" Cet article si je me rappelle bien, a paru dans la presse de septembre dernier. L'auteur dit que per-